



Bulletin

FrancoPaix

Vol. 1, no 8 - Octobre 2016

Dans ce 8e numéro du Bulletin FrancoPaix, le Dr Adam Sandor, chercheur post-doctorant au Centre FrancoPaix, nous offre son analyse de la situation au nord du Mali. Le Dr Sandor a réalisé sa thèse à l'Université d'Ottawa sur les politiques internationales de renforcement des capacités sécuritaires en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali, au Sénégal et au Niger. Ses recherches se penchent sur la transnationalisation des processus de gouvernance sécuritaire de la sous-région ouest-africaine.

Son article s'inscrit dans une série de trois bulletins que nous consacrons à la question du réengagement annoncé du Canada dans les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Dans l'éventualité d'un engagement militaire canadien au Mali au sein de la force onusienne, le Dr Sandor présente son analyse des éléments clés du conflit malien qui devraient aider à la formulation et la mise en œuvre des actions et activités du gouvernement canadien au Mali. Le numéro du mois de novembre présentera un débat entre universitaires sur la signification du «retour du Canada» en politique internationale.

Le Centre FrancoPaix a eu le plaisir d'organiser cet automne deux conférences : le 28 septembre avec l'ancien Premier ministre du Mali (2014-2015), Moussa Mara, ainsi que le 20 octobre sur le thème du processus de paix en Colombie. Nos activités continueront en 2017, incluant notre colloque annuel en mai prochain en association avec le Réseau sur la Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest. L'appel à propositions de ce colloque est disponible à la fin de ce bulletin.

Bonne lecture !

Bruno Charbonneau, Directeur du Centre FrancoPaix

Page 01

Cinq éléments importants que le gouvernement Trudeau doit connaître à propos du conflit au Nord Mali.
Par Adam Sandor

Page 06

Compte-rendu d'ouvrage «The French War on Al Qa'ida in Africa»

Page 08

Colloque FrancoPaix/RPSAO - Appel à communication

Page 08

Nouvelles et annonces

Cinq éléments importants que le gouvernement Trudeau doit connaître à propos du conflit au Nord Mali.

Par Adam Sandor

Résumé exécutif

- Dans l'éventualité où le gouvernement Trudeau s'engagerait à participer à l'opération de maintien de la paix au Mali (MINUSMA), celui-ci devrait s'appuyer sur une compréhension précise des enjeux du conflit.
- L'État malien n'a jamais gouverné de manière adéquate le nord de son territoire, laissant les populations locales poursuivre leurs propres formes de gouvernance religieuse, économique et politique, facilitées par des formes de clientélisme soutenues par des représentants de l'État malien.
- Le conflit actuel se déroule dans le cadre de reconfigurations et contestations de relations de pouvoir ayant une profonde historicité, entre des groupes dominants et subordonnés.



« Lorsque l'État central malien était absent de la vie des populations du Nord, les associations et responsables religieux ont souvent comblé le vide »

- Ces luttes sont exacerbées par des transformations économiques alors que le Sahel-Sahara est devenu une zone de trafics illicites.

Le gouvernement libéral de Justin Trudeau cherche à réaffirmer une politique extérieure plus engagée et internationaliste. Le Premier ministre et son cabinet ont annoncé leur plan de déployer 600 militaires canadiens, ainsi que 150 policiers au sein des opérations de maintien de la paix, surtout en Afrique. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est une possibilité parmi plusieurs pour un tel déploiement, et un choix qui semble s'imposer. Pendant que certains critiques ont soutenu que la participation à la MINUSMA serait trop périlleuse, ou qu'elle n'avancerait pas les intérêts nationaux canadiens, d'autres affirment que les Canadiens peuvent jouer un rôle constructif dans les efforts de consolidation de la paix au Mali¹.

Le Canada peut apporter un appui important à la MINUSMA et aux efforts de consolidation de la paix au Mali en plus de protéger les populations civiles du pays. Outre ses capacités militaires et son personnel francophone, le Canada ne vient pas avec un héritage historique et colonial, contrairement à d'autres intervenants internationaux comme la France. Ceci étant dit, que doivent savoir les militaires, les policiers et autres décideurs politiques canadiens pour éventuellement intervenir efficacement au Mali?

Afin de maximiser l'impact de sa contribution, le gouvernement canadien doit bien comprendre les dynamiques profondes du conflit, notamment la volatilité et la fluidité des dynamiques au nord du Mali. Ces dynamiques comprennent: les effets de la géographie du nord sur les relations sociopolitiques; la diversité des populations et leurs rapports à, et leurs conceptions de, l'Islam; le rôle central des activités économiques alternatives, voire 'illicites'; la question des reconfigurations des rapports de forces et de domination, en particulier parmi les populations nomades; et enfin les clivages politiques qui démarquent les populations nordistes de celles du Sud.

Géographie et démographie

La géographie désertique du nord du Mali module les compréhensions culturelles des populations du Nord, notamment en ce qui concerne la violence, le commerce, le comportement social, la religion et la politique. Le Sahel-Sahara lui-même est une ceinture de transmission connectant l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb. Ce n'est pas une barrière à l'interaction sociopolitique, mais un espace de connectivité, semblable à un océan peuplé d'îlots ou un ensemble de noeuds géographiques qui connectent la Méditerranée au golfe de la Guinée.

Parmi les populations locales, le Sahel-Sahara est compris presque comme un espace vivant qui ne peut pas être maîtrisé, qui subit des permutations selon le mouvement des populations locales et leurs quêtes de commerce et

d'avancement social. À cause de l'impossibilité de maîtriser cet espace, en cas de conflit, les groupes qui y vivent peuvent se déplacer hors de portée des rivaux violents, y compris l'État central.

Ces dynamiques font en sorte que gouverner le nord du Mali est extrêmement difficile. L'État malien n'a jamais administré cet espace au sens occidental du terme, précisément pour cette raison. Il n'a jamais pu projeter son pouvoir sur l'ensemble des territoires du nord et donc n'a pas été capable, ou même désireux, de gouverner les populations fortement mobiles du Nord de la même façon qu'il le fait avec celles du sud.

Conceptions de l'Islam

Les populations du Nord sont extrêmement diverses. Elles incluent des communautés arabes, touarègues, peules, songhaïs, ainsi que d'autres ethnies qui sont dominantes dans le sud Mali, notamment les Bambaras. En général, la forme de l'Islam pratiquée par les Maliens est très modérée, basée sur les pratiques locales soufies, avec quelques groupuscules influencés récemment par des interprétations plus politiques et strictes de l'Islam venues du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud.

Il est important de noter que lorsque l'État central malien était absent de la vie des populations du Nord, les associations et responsables religieux ont souvent comblé le vide. Avec le retrait de l'administration malienne en 2012, ce sont les dirigeants de la communauté islamique dans les villes du Nord, par exemple à Gao et Tombouctou, qui ont assuré la liaison avec les groupes armés afin d'assurer la poursuite des activités économiques et la coordination et distribution de l'aide humanitaire.

Les groupes armés islamistes, tel qu'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et le Mouvement de l'Unité et le Jihad dans l'Afrique de l'Ouest (MUJAO) ont tendu la main aux chefs religieux en retour de leur soutien dans la mise en place de la charia. Avec l'appui de nombreux chefs religieux, ces militants ont assuré la protection des populations locales face aux rebelles touaregs nationalistes du Mouvement National de la Libération de l'Azawad (MNL). Ils ont aussi fourni des ressources aux jeunes chômeurs, aboli les frais de dédouanement et autres impôts sur la population locale et ont drastiquement réduit la criminalité en mettant en place une répression sévère (y compris l'amputation des mains). Même si les Maliens du Nord ont manifesté contre ces peines

sévères, beaucoup continuent d'insister que la sécurité n'avait jamais été aussi bien assurée. Ainsi, le Nord est marqué par une diversité sociopolitique et religieuse et une sensibilité islamique commune aux populations qui comptent (socialement et économiquement) lorsque l'État est absent.

Variables économiques

Sur le plan économique, le Nord Mali est alimenté par les marchés voisins d'Afrique du Nord qui sont caractérisés par des subventions importantes sur les produits de base comme le lait en poudre, le pétrole, les produits séchés, les biens électroniques, etc.

En effet, l'État malien n'a jamais développé d'infrastructures importantes pour fournir au Nord des biens sociaux ainsi que des projets de développement. L'État malien a plutôt concentré ses activités génératrices de revenus du pays dans le Sud. Ce fait a entraîné la recherche de voies alternatives. En raison des distances et de la longueur des frontières, qui n'ont d'ailleurs jamais été contrôlées par l'État malien au sens occidental du terme, les populations nordistes ont poursuivi et adapté des pratiques historiques vieilles de plusieurs siècles.

Les marchés algériens et libyens sont ici très importants. Du fait que les marchandises traversent les frontières sans le contrôle de l'État ou le paiement des frais de dédouanement, les pratiques de fraude et de contrebande constituent un pan essentiel de la vie économique dans le Nord. Ainsi, la contrebande est socialement acceptée et comprise comme des activités économiques banales telles que l'élevage du bétail.

« La contrebande est socialement acceptée et comprise comme des activités économiques banales telles que l'élevage du bétail »

L'augmentation des contrôles de police dans les pays occidentaux contre les produits « illicites » et la montée des prix pour ces marchandises ont transformé et intégré les espaces sahélo-sahariens dans l'économie globale souterraine. Les marchandises illégales comme les voitures volées, les stupéfiants, les armes et les « voyageurs » se déplacent dans cet espace, avec un degré significatif d'acceptation sociale. Le contrôle des routes de trafics - en particulier des stupéfiants - est une dynamique centrale du conflit armé actuel, qui s'ajoute de manière significative aux défis de la mise en œuvre de l'accord de paix. Différents gouvernements maliens passés ont soutenu sélectivement la participation de certains groupes

du Nord dans le trafic de drogue au détriment des autres, parfois même en facilitant directement le mouvement des convois de drogue par le nord vers l'Algérie ou le Niger. Ces pratiques de redistribution par le biais de réseaux clientélistes ont favorisé le passage des trafics illicites, ce qui entraîne la montée en puissance de nouveaux réseaux et groupes d'intérêts qui cherchent à transformer les rapports de forces au nord du Mali. Le résultat est une augmentation des conflits sociaux et parfois de la violence entre les groupes rivaux.



L'introduction de nouvelles formes de pouvoir social et économique, et les nouveaux positionnements entre les groupes concurrents, ont bouleversé les structures de pouvoir traditionnelles qui ont été historiquement très hiérarchisées. Par exemple, alors que les Touaregs partagent un sentiment d'identité nationale, ils sont néanmoins caractérisés par des sous-structures de clans et de castes. Il existe des rivalités significatives entre les groupes concernant la hiérarchie et la suprématie entre les clans (en fonction des rôles historiques des membres du clan - par exemple forgerons; guerriers; éleveurs; protecteurs de troupeaux; leaders religieux, etc.).

La prolifération actuelle des groupes armés dans le Nord est directement liée à cette dynamique. Par exemple, le plus récent mouvement touareg, le Mouvement du Salut de l'Azawad (MSA) s'est séparé du mouvement indépendantiste, le MNLA, parce que certains trouvaient que les élites du clan Ifoghas dominaient trop largement. Autre exemple, le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et allié (GATIA) –un mouvement armé proche du gouvernement malien– reproche au clan Ifoghas basée à Kidal d'avoir la mainmise sur le MNLA

et les autres groupes armés signataires de l'Accord de paix. Ainsi, le mot "imghad" a une signification marquée –« vassaux »– un statut que ce groupe numériquement important trouve inacceptable dans le cadre d'une démocratie.

Fait important, la fragmentation des groupes armés associée à la question des hiérarchies sociales est intimement liée aux changements des économies illicites du Nord. Les communautés arabes de la vallée du Tilemsi, par exemple, ont utilisé les trafics illicites pour contester leur position sociale subordonnée aux tribus kounta, ces dernières prétendant être l'élite religieuse de la communauté.

La rentabilité des économies illicites sape les logiques traditionnelles de cohésion sociale et devient un moyen de contourner des systèmes traditionnels de gouvernance. Il y a des éléments au sein de tous les groupes armés actifs du nord du Mali (qu'ils soient signataires de l'Accord de paix d'Alger ou non) qui ont la réputation de participer aux trafics illicites ou, du moins, qui œuvrent à contrôler ces flux transitant dans le territoire nord-malien. En effet, des individus influents des communautés arabes de Gao et de Tombouctou, dont beaucoup avaient des relations directes avec AQMI et MUJAO en 2012, ont été élus au parlement du Mali et de nombreux dirigeants intermédiaires nommés sont soupçonnés d'être des trafiquants de drogue. Une telle dynamique a pour effet de créer davantage d'incertitudes, d'instabilité et de fluidité dans les alliances politiques.

Enfin, ces facteurs participent à amplifier les divisions politiques entre le Nord et le Sud. Les régions de Kidal, Menaka, Gao et Tombouctou sont peuplées par des groupes mélangés ethniquement, suite à des siècles de migrations et de mariages, ainsi que de pratiques historiques associées à l'esclavage. Beaucoup de groupes au nord sont des nomades et pastoraux, en contraste avec des populations plus sédentaires au sud. Ceci participe à ce que certaines populations touarègues et arabes au nord se sentent étrangères aux questions liées au gouvernement central à Bamako au sud, même si ce n'est pas toujours le cas.

Facteurs politiques

C'est un des aspects centraux du *conflit perpétuel* entre les populations du Nord et du Sud, souvent compris à travers le prisme d'un antagonisme entre des populations dites « blanches » (touarègues et arabes) contre des populations « noires » en particulier bambaras. Parce que l'activité économique est concentrée au sud, la majorité de la population malienne n'a jamais visité le nord et méconnaît les particularités des normes culturelles et l'histoire des populations

du Nord. Beaucoup de soldats de l'armée malienne -dominés par les éléments du Sud (principalement les Bambaras)-pensent qu'il est inutile de reprendre le contrôle des territoires du Nord, inutile de payer de sa mort « *pour les dunes de ces autres* ».

Ceci ne signifie pas que les populations du sud ne veulent pas la restauration de l'intégrité territoriale du pays. Cette revendication est illustrée par les nombreuses manifestations qui demandent que l'État central « reprenne le Nord ».

Enfin, le fait que les populations du Nord se sentent différentes de celles du Sud doit se traduire, selon les premières, par une forme d'autonomie dans un système politique décentralisé qui donnerait une certaine indépendance politique aux communautés locales du nord. Ce clivage nord-sud permet de comprendre ce conflit perpétuel issu des discours de différences raciales, d'inimitiés et dans certains cas xénophobes.

Ces facteurs se combinent dans un ensemble complexe qui se caractérise par la fluidité des alliances changeantes et la contingence. La MINUSMA est définitivement une mission complexe². Cette opération de paix est présentement comprise, par plusieurs Maliens, comme étant un acteur qui devrait contribuer à résoudre les problèmes du Mali, mais qui agit uniquement à l'appel des Français dont les intérêts sont suspects. L'inclusion du Canada dans la MINUSMA pourra aider à changer cette perception de la MINUSMA, en particulier si les Forces canadiennes sont déployées dans le nord du pays – par exemple à Gao ou dans la région de Ménaka – où elles peuvent tirer parti de leur expérience de l'Afghanistan. Mettre l'accent sur la médiation des conflits, assurer la sécurité contre le banditisme armé et la poursuite de petits projets de développement pour aider à soutenir le retour des réfugiés participeraient de manière significative à l'amélioration de la situation. Toutefois, sans une sensibilité aux effets de son action sur les dynamiques conflictuelles³, la contribution canadienne exacerbera la volatilité qui marque actuellement le nord du Mali et la méfiance envers les acteurs internationaux.

Dr Adam Sandor est chercheur post-doctorant au Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand à l'Université du Québec à Montréal.

¹ B. Charbonneau, et M. Ricard, «[Retour aux opérations du maintien de la paix: leurre ou espoir?](#)», Le Devoir, lundi 22 août 2016 ; B. Charbonneau, et J. Sears, [Mali et Sahel : les possibilités d'un engagement renouvelé pour le Canada / Mali and the Sahel : An Opportunity for Renewed Canadian Engagement](#), juin 2016.

² B. Charbonneau, E. Goffi, A. Sandor, J. Sears, et J. Tourreille, [Quels futurs pour le maintien de la paix et la gouvernance sécuritaire en Afrique? Ordre, violence et légitimité](#), Rapport d'analyse no. 2, juin 2016.

³ B. Charbonneau et C. Jourde, [Les dilemmes de la résolution des conflits face aux défis de la « guerre au terrorisme » : le Mali dans une perspective sahélienne](#), Rapport de recherche no.1, mai 2016.

Compte-rendu d'ouvrage

Par Bruno Charbonneau

**Chivvis, Christopher S. *The French War on Al Qa'ida in Africa*.
New York : Cambridge University Press, 2016.**

Le livre de Christopher Chivvis analyse l'intervention militaire française de 2013 au Mali. Directeur associé de la RAND Corporation, ce livre s'inscrit dans les débats américains sur les leçons à tirer de la « guerre contre le terrorisme » depuis la présidence de G.W Bush en particulier en Afghanistan et en Irak. L'ouvrage s'intéresse aux succès tactiques de l'opération Serval. L'objectif n'est donc pas tant de comprendre le conflit malien, mais bien de tirer des conclusions pour les interventions militaires futures, notamment américaines. Il saura certainement satisfaire un auditoire militaire français.

Le livre couvre le déroulement de la crise politique et sécuritaire au Mali et certaines des dynamiques internationales entourant l'intervention française, surtout les relations franco-américaines. Après une brève discussion de l'argument au chapitre 1, le deuxième chapitre discute de la montée d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) avant 2013. Le troisième examine et compare les politiques et réponses françaises et américaines face à cette menace pour la période de 2007 à 2011. Le chapitre 4 explique brièvement l'effondrement du Mali en 2012, alors que le chapitre suivant considère la réponse initiale du gouvernement français. Les chapitres 6 et 7 analysent la décision d'intervenir et les opérations militaires. Le chapitre 8 étudie les conséquences immédiates de Serval. Enfin, pour terminer, le chapitre 9 tire les conclusions, qualifie le succès de l'opération et identifie les leçons à retenir pour les autres interventions contre les groupes djihadistes, en Afrique et ailleurs.

L'auteur propose une évaluation largement positive de cette intervention. Il souligne son efficacité, ses coûts financiers relativement faibles et sa stratégie de communication politique qui a su justifier de combattre des terroristes au corps-à-corps sur le sol malien. Les comparaisons avec les interventions américaines en Afghanistan et en Irak sont omniprésentes, notant, par exemple, que Serval avait coûté moins d'un milliard (en dollars américains) à la fin de 2013 alors que les opérations de la coalition en Afghanistan avaient coûté 745 milliards jusqu'en 2014 et 823 milliards en Irak jusqu'en 2012 (p.14).

Selon l'auteur, cette opération serait potentiellement un modèle à suivre, car l'opération démontre, toujours selon l'auteur, qu'une force de petite taille peut atteindre des objectifs militaires de manière assez décisive pour avoir un impact positif sur le tableau stratégique et politique plus large (p. 17). L'action militaire unilatérale de la France au Mali est peut-être un exemple pour les armées occidentales afin qu'elles aient moins peur du risque et qu'elles soient plus proactives.

L'auteur est au courant de l'histoire malienne, du moins les grandes lignes, mais choisit de se concentrer sur les problèmes liés de près ou de loin au terrorisme djihadiste. Beaucoup de temps est passé sur la montée et les activités d'AQMI, mais beaucoup moins sur les autres groupes comme Ansar Eddine ou même le groupe dit séculaire du Mouvement national de libération de l'Azawad. Encore moins de pages sont consacrées à Bamako et aux problèmes de l'État malien. Il est possible d'y lire sur « l'effondrement du Mali » (pp. 53-56), le séparatisme touareg (pp. 56-60) et le coup d'État du capitaine Sanogo (pp. 65 à 70). Dans le contexte post-intervention Serval, l'auteur discute de la reconstruction de l'armée malienne (pp. 145-147), les accords d'Ouagadougou (pp. 147-148), l'élection présidentielle de 2013 (pp. 148-150) et les tentatives de réconciliation (pp. 150-152). Ces pages offrent un résumé compétent du conflit qui néanmoins ne saura pas satisfaire les experts du Mali. Mais là n'est évidemment pas l'objectif du livre.

Le livre est très compétent et intéressant dans la description et l'analyse de l'opération Serval, mais, pour les lecteurs francophones notamment, sa contribution la plus importante provient de l'angle américain apporté. Les rapports franco-américains dévoilés sont ici fort intéressants et parfois révélateurs. Dès la première page, nous apprenons que le Secrétaire à la défense, Leon Panetta, avait été totalement pris au dépourvu par le déclenchement de l'opération Serval. Le gouvernement américain ne s'attendait tout simplement pas à une telle opération unilatérale, lancée aussi rapidement et presque sans avertissement. Surtout, au fil des pages, le lecteur découvre comment les tendances et convictions antiterroristes des deux gouvernements encouragent leur coopération militaire, politique et diplomatique. Une lecture partagée de la menace et un discours similaire sur les dangers qu'elle représente permettent un rapprochement bilatéral. De manière plus large, l'auteur semble aussi livrer et révéler les prémises d'une communauté épistémique américaine à propos du conflit malien, du terrorisme djihadiste en Afrique

plus encore. Autrement dit, la perspective américaine offerte est double : celle du gouvernement américain et celle d'une communauté épistémique qui informe et travaille de près avec le gouvernement américain.

L'auteur démontre une certaine connaissance de l'histoire du Mali, mais il se concentre principalement sur la question du terrorisme, exposant rapidement les limites de la compréhension du contexte malien. Ce n'est donc pas un ouvrage qui s'adresse aux spécialistes du Mali. Ce livre de bonne facture révèle toutefois un certain manque de recul critique sur la « guerre contre le terrorisme » et ses conséquences politiques. En bref, il s'agit d'un livre intéressant, informatif et bien écrit qui saura sûrement combler une majorité de lecteurs, mais qui est néanmoins prévisible étant donné les prémisses sur lesquelles l'argument est construit. Reproduisant une grille de lecture bien connue sur les dangers d'un « terrorisme mondial », il en est donc peu ou pas du tout critique. Au-delà d'affirmer les limites politiques de l'outil militaire dans le dernier chapitre, le lecteur n'est guère rassuré. Selon l'auteur, la « France doit se préparer pour une longue guerre contre les extrémistes de la région. La bataille se poursuit et durera plusieurs années » (p. 170; traduction libre). Un tel refrain présente un portrait incomplet des conflits africains, mais encourage des discours et des actions de guerre perpétuelle qui minent trop souvent les efforts de résolution et de transformation des conflits.

Bruno Charbonneau est Professeur agrégé de science politique à l'Université Laurentienne et Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal, Canada.

Colloque annuel 2017 du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, en collaboration avec le Réseau sur la Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest - West Africa Peace and Security Network

Appel à communications – Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique?

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand et le Réseau sur la Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest sont heureux de s'associer pour la tenue de leur colloque annuel qui aura lieu début mai 2017 à Montréal, Canada. Le RPSAO est une initiative transcontinentale à laquelle le Centre FrancoPaix est associé pour promouvoir le débat, les dialogues et le soutien à la co-production de recherches sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Pour cela, le Centre FrancoPaix et le RPSAO invitent les chercheurs et praticiens à soumettre des résumés de contributions de 250 mots sur le thème: « Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique? ». Pour plus d'informations, incluant la liste des sujets possibles, consultez le site du Centre FrancoPaix pour l'appel en français et le site web du RPSAO pour l'appel en anglais. Veuillez envoyer les contributions en français ou en anglais à l'adresse suivante, d'ici le 6 janvier 2017 : westafricasymposium@gmail.com

Notez que la langue principale de la conférence sera le français. Veuillez noter également que les contributeurs devraient approcher leur institution pour obtenir le financement pour assister au colloque. Certains fonds limités seront peut-être disponibles pour aider les collègues qui souhaitent participer, et dont les propositions seront acceptées, mais cela ne peut pas être garanti à ce stade. Pour plus d'informations, consultez aussi le site web du RPSAO [ici](#).

Nouvelles et annonces

- Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a organisé deux conférences cet automne : [le 28 septembre avec l'ancien Premier ministre du Mali Moussa Mara](#), et le 20 octobre sur le thème « [processus de paix en Colombie : opportunités et obstacles](#) », avec la participation de Martin Movilla (Journaliste et Réalisateur, Radio-Canada), Diego F. Osorio (Conseiller International et Consultant), Leila Ceilis (Professeure titulaire, Département de Sociologie, UQAM), et Philippe Dufort (Professeur Adjoint, Université Saint-Paul).
- Cédric Jourde a publié « [Betrayal, Heresy, Exile and Mystical Attacks: The Cost of Changing Islamic Affiliation in an Ethnicized Society \(Mauritania and Senegal\)](#) » dans la revue Mediterranean Politics.
- Emmanuel Goffi a publié [un compte-rendu de la conférence de Moussa Mara](#) organisée par le Centre FrancoPaix. Il a aussi publié une note sur « [La nouvelle approche canadienne des opérations de paix](#) » pour le Réseau d'analyse et d'information sur l'actualité internationale (MULTIPOL).
- Le 13 octobre 2016, le projet Mali du Centre FrancoPaix était officiellement lancé lors de la première rencontre de l'équipe de recherche constituée de Bruno Charbonneau et Adam Sandor (Centre FrancoPaix), Niagalé Bagayoko (African Security Sector Network), Marie Brossier et Aurélie Campana (Université Laval), Cédric Jourde (Université d'Ottawa), Christian Leuprecht (Collège militaire royal du Canada) et Jonathan Sears (Menno Simons College).
- Le 21 octobre, Bruno Charbonneau présentait ses travaux sur « les défis de la résolution des conflits à l'ère de la guerre au terrorisme » lors du colloque « [Francophonie et Conflits](#) » à l'Université d'Ottawa.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie. Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

